

Édito des bulletins d'entreprise Voix Ouvrière du 21 octobre 1960 (Numéro spécial)

Travailleurs,

Dans quelques jours, le 1^{er} novembre, la guerre d'Algérie va entrer dans sa septième année. Elle dure déjà aussi longtemps qu'a duré la guerre d'Indochine. Mais à la population, aux travailleurs, aux retraités et surtout aux jeunes, elle aura coûté bien plus cher. Il n'y a même aucune commune mesure.

Cela fait cinq ans, en effet, que nos jeunes camarades sont envoyés de l'autre côté de la Méditerranée jouer un rôle ignoble et parfois mourir, pour le plus grand profit des capitalistes et des banquiers.

Aujourd'hui tout le monde en a assez. Tout le monde trouve insupportable la continuation de la guerre dont les morts et les sacrifices sont rendus encore plus pénibles par les récents espoirs de paix vite déçus.

Les organisations traditionnelles de la « gauche », le Parti Socialiste, le Parti Communiste, et les grandes centrales syndicales, n'ont pratiquement rien fait pour arrêter cette guerre dont aucun travailleur ne veut. Pire, ils ont trempé dans le meurtre en certaines circonstances qui sont restées dans toutes les mémoires. C'est en 1956 qu'un ministère présidé par le socialiste Guy Mollet a décidé d'envoyer le contingent en Algérie. Il avait reçu pour cela des pouvoirs spéciaux de l'Assemblée. Pouvoirs spéciaux que les députés du Parti Communiste lui ont voté avec la presque unanimité de la Chambre, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Cet abus de confiance vis-à-vis des masses populaires est d'autant plus grave qu'ils n'ont rien fait par la suite pour le réparer. Ils n'ont même jamais songé à le reconnaître.

Et cela est finalement à l'origine de la démoralisation des travailleurs et de l'ensemble de la population qui, en 1958 et après, ont beaucoup plus fait confiance à De Gaulle pour arrêter la guerre qu'aux organisations qui s'en prétendaient les ennemies.

Maintenant même, les travailleurs regardent avec beaucoup de scepticisme ce que ces organisations prétendent faire. Si elles ne sont pas suivies aujourd'hui, qu'elles sachent bien qu'elles en porteront à jamais la responsabilité.

Parce qu'aujourd'hui que se passe-t-il ?

Il se passe que des écrivains, des professeurs, des artistes, des fonctionnaires, tous hommes sur lesquels la bourgeoisie pouvait compter d'ordinaire, entrent en rébellion ouverte contre l'État, sur le

terrain de la guerre d'Algérie. Il se passe que les jeunes vont dans certains cas refuser de partir, s'offrant ainsi en cibles à la répression. Il se passe surtout que les organisations ouvrières ou de gauche citées plus haut ont l'aplomb de reprocher à ces jeunes, à ces intellectuels, de faire ainsi « des actes individuels sans portée pratique ». C'est une ignominie de la part de ces gens-là, parce que s'il n'y a pas d'action collective efficace, à qui la faute, sinon à eux ?

Il y a deux semaines, lorsque l'Union Nationale des Étudiants - l'UNEF - organisme syndical étudiantin, a décidé d'appeler à une manifestation à l'échelle nationale pour la paix en Algérie pour le 27 octobre, et a demandé aux centrales syndicales et aux partis de gauche de s'associer à la manifestation, elle n'a eu qu'une majorité de réponses évasives, sinon de refus. La CGT a répondu que, n'ayant pas été consultée préalablement, elle ne pouvait s'y engager. Combien de temps la guerre aurait-elle dû durer pour que la CGT soit prête à agir ? La CGT-FO, ayant déjà perdu tout ce qu'elle pouvait perdre comme prestige, a répondu un non pur et simple. De même le PCF et le Parti Socialiste, ces organisations n'étant jamais que fidèles à la politique qu'elles ont suivie depuis quelques années.

Mais leur position était, dans les circonstances actuelles, trop manifestement ignoble pour qu'elles puissent la tenir. Le PCF et la CGT par l'intermédiaire du Mouvement de la Paix ont organisé quelques manifestations autour des mairies, beaucoup plus destinées à leur servir d'alibis qu'à impressionner le gouvernement. Ces manifestations, il faut le dire ouvertement, étaient et sont des manœuvres de diversion.

Mais sous la pression de l'opinion de leurs propres militants, elles n'ont pas pu s'en tenir là. Des sections, et l'Union Départementale de la région parisienne Force Ouvrière, ont donné leur accord à la manifestation de l'UNEF. Et la CGT, elle-même, a accepté d'y participer, quoique du bout des lèvres. De même la CFTC.

Or, ce n'est pas du bout des lèvres qu'il faut participer à cette manifestation. Ce n'est pas une aide symbolique dont ont besoin l'UNEF, les jeunes étudiants et nos jeunes camarades.

Il faut faire quelque chose pour arrêter cette sale guerre.

Il faut que les organisations syndicales et politiques qui se réclament de la classe ouvrière participent de toutes leurs forces à cette manifestation. Car, si l'initiative en a été prise sans eux, ce n'est pas l'UNEF qui en porte la responsabilité.

Il ne faut pas non plus en rester là et se contenter d'une manifestation.

Il faut que ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière et organiser ses luttes, organisent la résistance et la guerre, à la sale guerre d'Algérie.

Aujourd'hui le gouvernement tente de porter atteinte au moral de l'armée du travail en faisant planer sur nous la menace du chômage, par le licenciement spectaculaire de pas moins de 3 000 ouvriers de Renault. Le gouvernement et le patronat espèrent ainsi paralyser nos luttes, tant sur le terrain de nos salaires que sur celui de la guerre d'Algérie, problèmes qui ne sont pas indépendants, au contraire.

Camarades,

Nous ne pouvons pas laisser les jeunes engager seuls le combat et risquer, par des actes irrémédiables, de compromettre tout leur avenir.

Nous devons mettre nos organisations syndicales et politiques en face de leurs responsabilités. Nous devons exiger d'elles, non seulement qu'elles participent efficacement à l'action que les étudiants ont courageusement commencée, mais encore qu'après cette manifestation qui doit être un avertissement, elles mettent tout en œuvre pour paralyser la machine de guerre de l'État du patronat.

Notre force dépend de notre résolution.

GUERRE A LA GUERRE